

# Prévenir et lutter contre les dérives sectaires

Colloque européen de la FECRIS

20 juin 2025, BRUXELLES

Audrey KEYSERS, adjointe au chef de la MIVILUDES

# Les missions de la MIVILUDES

- **Observer** et analyser le phénomène sectaire
- **Coordonner** l'action préventive et répressive des pouvoirs publics
- **Inform**er le public sur les risques
- **Sensibiliser** et informer les agents publics
- **Développer** le partenariat avec les associations de victimes spécialisées

# La composition de la MIVILUDES

- ▶ Le Président de la MIVILUDES (SG-CIPDR)
- ▶ Le Chef de la MIVILUDES
- ▶ L'Adjointe au chef de la MIVILUDES
- ▶ 1 Magistrat
- ▶ Pôle Sécurité (3 Conseillers)
- ▶ Pôle Santé (2 Conseillers)
- ▶ Pôle ECOFI (1 Conseillère)
- ▶ Pôle Mineurs (2 Conseillères...)
- ▶ 1 responsable documentaliste
- ▶ 1 Juriste
- ▶ 1 Chargé de mission
- ▶ 1 Alternant en Communication

# Fonctionnement au quotidien

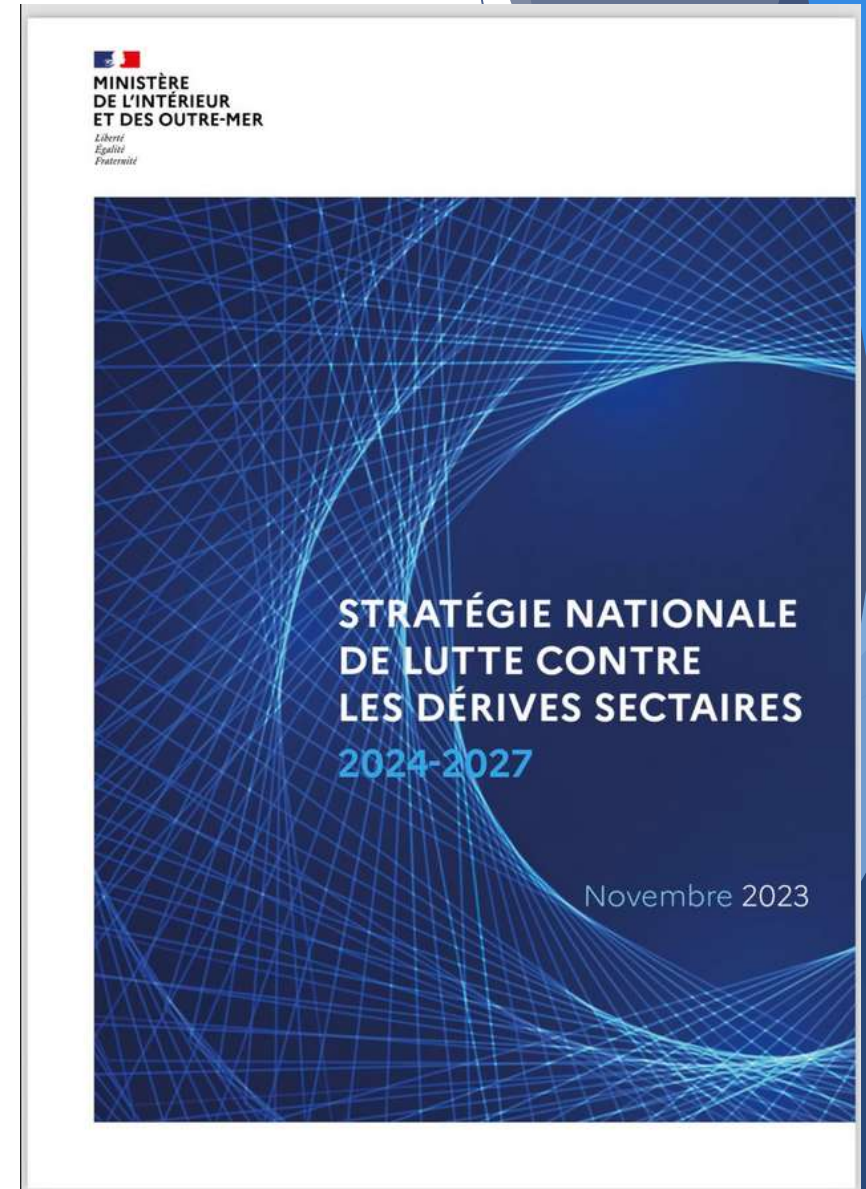
- Réception de signalements ou demandes d'informations relatives à des dérives sectaires ;
- Repérage et évaluation des mouvements suspectés ;
- Accueil, soutien et orientation des victimes et de leur famille ;
- Transmission d'informations aux administrations et aux services compétents (ou mise en contact avec référents) ;
- Rôle d'information auprès du grand public, des services de l'Etat, de la Justice, voire de l'Etranger (particuliers et Etats) ;
- Mise en contact avec les autorités judiciaires et les associations spécialisées.

# Historique

- **1983** : rapport Vivien les sectes en France
- **1995** 1<sup>er</sup> rapport parlementaire Gest et Guyard sur les sectes en France, après le drame de l'Ordre du Temple Solaire (74 victimes entre 1994-1997)  
Le rapport établit une liste de 172 mouvements sectaires et une liste de critères
- **1998** création de la MILS
- **1999** 2<sup>e</sup> rapport parlementaire *Les sectes et l'argent*
- **2001** adoption de la loi About-Picard (abus frauduleux de l'état de faiblesse)
- **2002** création de la MIVILUDES (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires)
- **2006** 3<sup>e</sup> rapport parlementaire *L'enfance volée, les mineurs victimes de sectes*
- **2013** 4<sup>e</sup> rapport parlementaire (Sénat) *Dérives thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger*
- **2020** transfert de la Miviludes au ministère de l'Intérieur par décret du 15 juillet
- **9 et 10 mars 2023** 1<sup>ères</sup> Assises sur les dérives sectaires (et le complotisme)
- **Loi n° 2024-420 du 10 mai 2024** visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes

# La stratégie nationale de lutte contre les dérives sectaires

- Prévenir les risques des dérives sectaires (communication, sensibilisation, information, recherche...) ;
- Mieux accueillir, soutenir et accompagner les « victimes » (meilleur lisibilité / local, formations spécialistes et profs (psy, travailleurs sociaux), agents de l'État, associatifs...) ;
- Renforcer l'arsenal juridique et les bonnes pratiques pour mieux lutter.



# Loi du 10 mai 2024 visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes

## Les principales mesures :

- Nouveau délit de placement ou maintien en état de sujétion psychologique ou physique;
- Circonstance aggravante de sujétion psychologique ou physique pour de nouveaux crimes et délits;
- Nouveau délit de provocation à l'abandon ou l'abstention de soins ou à l'adoption de pratiques risquées pour la santé ;
- Procédure de l'*amicus curiae*

# Loi du 10 mai 2024 visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes

- Professionnels de santé déliés du secret en cas de sujétion psychologique ou physique ayant entraîné des conséquences gravement préjudiciables ;
- Information obligatoire des ordres de professionnels de santé par les parquets en cas de contrôle judiciaire ou de condamnations même non définitives ;
- Amélioration de l'accompagnement des victimes (procédure d'agrément pour les associations pouvant se constituer partie civile) ;
- Missions de la MIVILUDES consacrées par la loi ;
- Nouvelle mission pour l'Education nationale de sensibilisation des élèves du secondaire aux dangers des dérives thérapeutiques et sectaires.



# Quelques généralités

Caractères hybride et polymorphe de ces mouvements.

La MIVILUDES n'est pas une unité d'enquête.

- Article 10 de la DDHC - L'Etat doit garantir la liberté de pensée ou de croyance « *Nul ne doit être inquiété par ses opinions même religieuses pourvu que leur manifestation ne trouble l'ordre public institué par la loi* »).
- Article 1<sup>er</sup> de la Constitution - L'Etat s'interdit de s'immiscer dans la sphère des convictions individuelles
- Loi 1905 - « La République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes » - L'Etat intervient lorsque le citoyen est en danger (Respect de la sécurité et de l'intégrité des personnes)

# Qu'est-ce qu'une dérive sectaire ?

Les dérives sectaires sont des phénomènes d'emprise mentale à l'origine d'atteintes aux personnes et aux biens.

C'est à la fois un concept au fondement d'une politique de prévention et une méthode d'analyse de phénomènes criminels ou délictuels.

Ainsi, une dérive sectaire se caractérise par :

- la mise en œuvre de pressions psychologiques ou physiques ou financières pour créer une emprise sur la personne qui se caractérise par un état de **sujétion psychologique ou physique**,
- un libre arbitre **altéré**
- **des conséquences dommageables** pour cette personne, son entourage, voire la société.

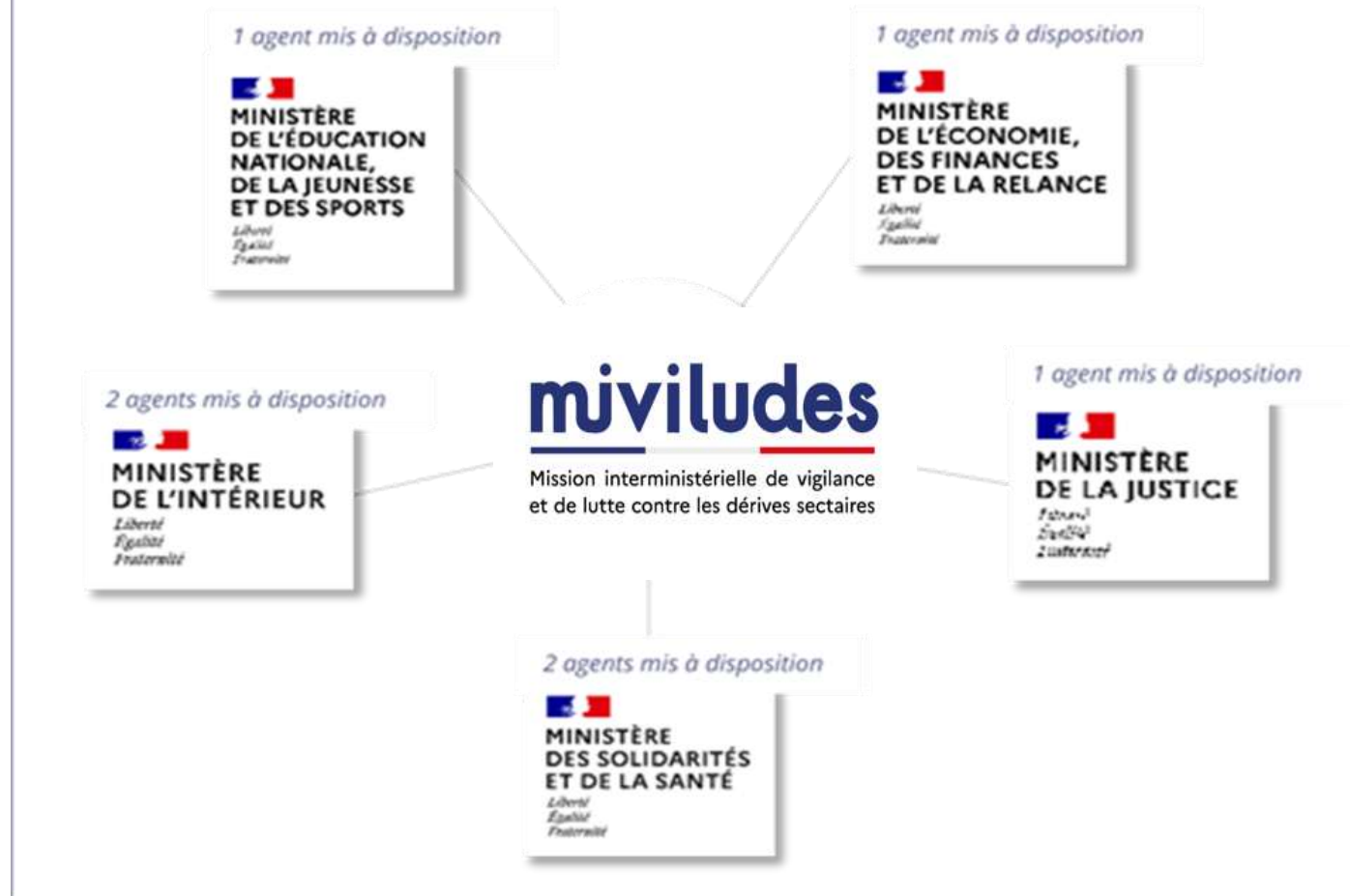
# Actes pénalement répréhensibles

- Violences
- Menaces
- Harcèlement
- Chantage
- Séquestration
- Provocation au suicide
- Escroquerie
- Exercice illégal de la médecine, pharmacie etc.
- Mise en danger de la vie d'autrui
- Viol et agression sexuelle
- Acte de torture et de barbarie
- Traite d'êtres humains
- Etc.

➔ La MIVILUDES reste particulièrement vigilante à l'égard du sort des mineurs

# Partenaires institutionnels

L'interministérialité au service de la lutte  
contre les dérives sectaires



# Partenaires dans le domaine de la santé

**miviludes**

Mission interministérielle de vigilance  
et de lutte contre les dérives sectaires



ORDRE NATIONAL  
DES PÉDICURES-PODOLOGUES



ORDRE NATIONAL  
DES CHIRURGIENS-DENTISTES



Ordre des  
masseurs-kinésithérapeutes



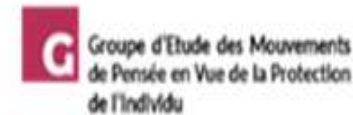
ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS  
Conseil National de l'Ordre

# Partenaires associatifs



## miviludes

Mission interministérielle de vigilance  
et de lutte contre les dérives sectaires



Cercle laïque  
pour la prévention  
du sectarisme



# Autres personnes ou structures ressources

- Structures associatives spécialisées ou généralistes ;
- Services de renseignement RT locaux (et services GN) ;
- Des services judiciaires Police ou Gendarmerie spécialisés (CAIMADES - OCRVP, SCRC -PJGN, OCLAESP, Référents DIPJ...) ;
- Professionnels identifiés localement ;
- Quand on ne sait pas, + interrogation des Préfectures / Directeur de cabinet et fonctionnaires dédiés à la prévention et lutte contre les dérives sectaires.



# La particularité des mineurs victimes de dérives sectaires

- L'enfant de parents adeptes
- L'enfant pris en charge par un praticien
- L'adolescent séduit par un discours alternatif et une soif d'absolu (satanisme, ventes multi-niveaux /pyramidales )
- Trois dangers principaux
  - pour son développement social et affectif,
  - pour sa santé,
  - pour l'impact /orientation, scolarité et éducation.



# Présentation du Rapport 2022-2024 de la Miviludes

## Augmentation des signalements :

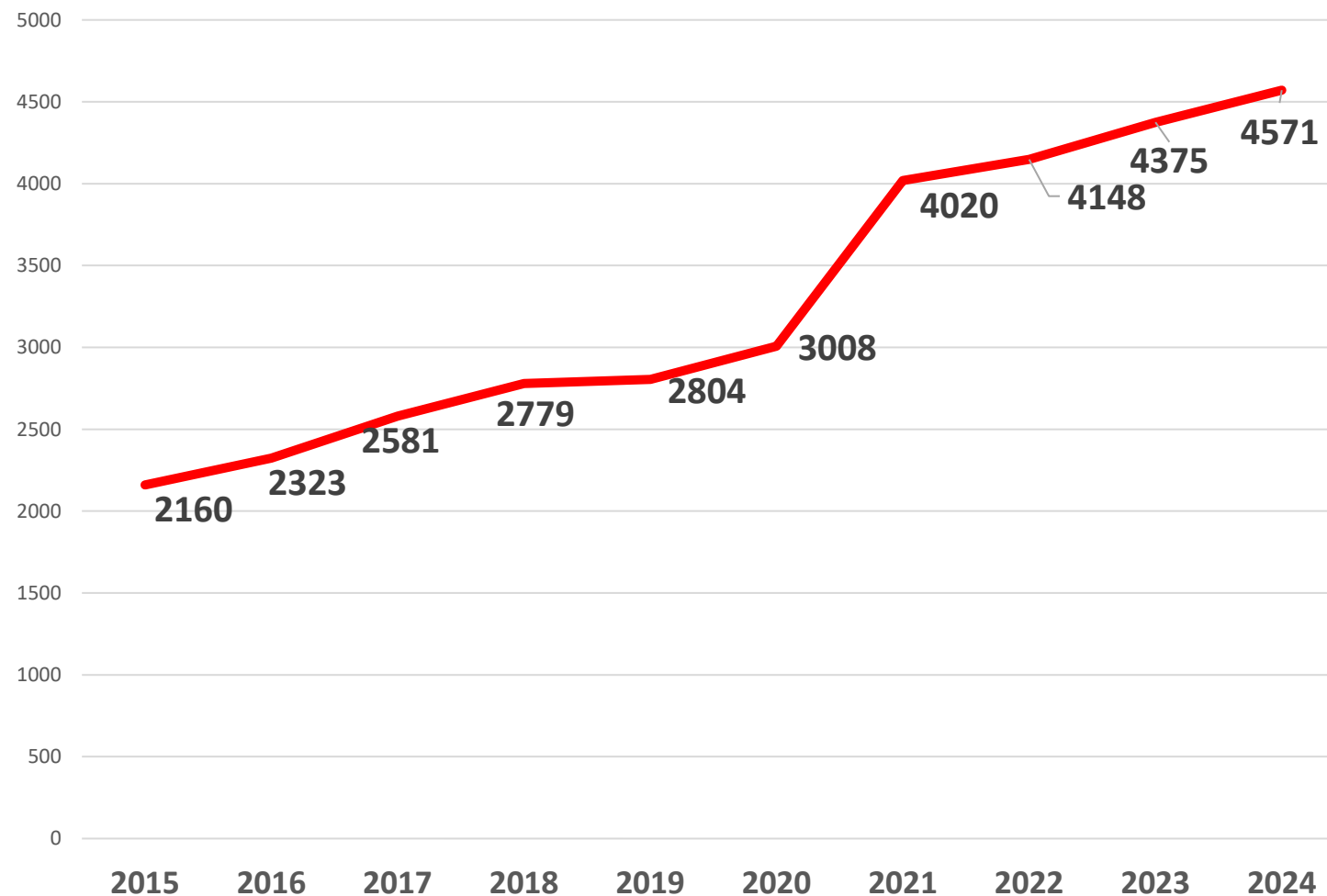
Depuis 2015, les signalements et demandes d'informations adressés à la Miviludes n'ont cessé d'augmenter, avec une accélération depuis la crise sanitaire :

- de 2160 en 2015,
- à 3008 en 2020,
- puis 4 571 en 2024 (soit plus qu'un doublement +110 % depuis 2015 ; + 50 % depuis 2020).

Il est très difficile d'établir un état des lieux complet du phénomène sectaire : l'Etat n'établit pas de liste de mouvements sectaires et il ne l'a jamais fait.

Le nombre de faits signalés sur le fondement de l'article 40 du Code de procédure pénale, à la justice, c'est-à-dire aux parquets, comme étant de nature à caractériser des crimes ou des délits, a plus que doublé dans la période récente (33 signalements en 2021-2022 ; 80 en 2023-2024).

# Quelques chiffres



- Plus de 600 situations préoccupantes signalées
- Plus de 150 enquêtes en cours

# Présentation du Rapport 2022-2024 de la Miviludes

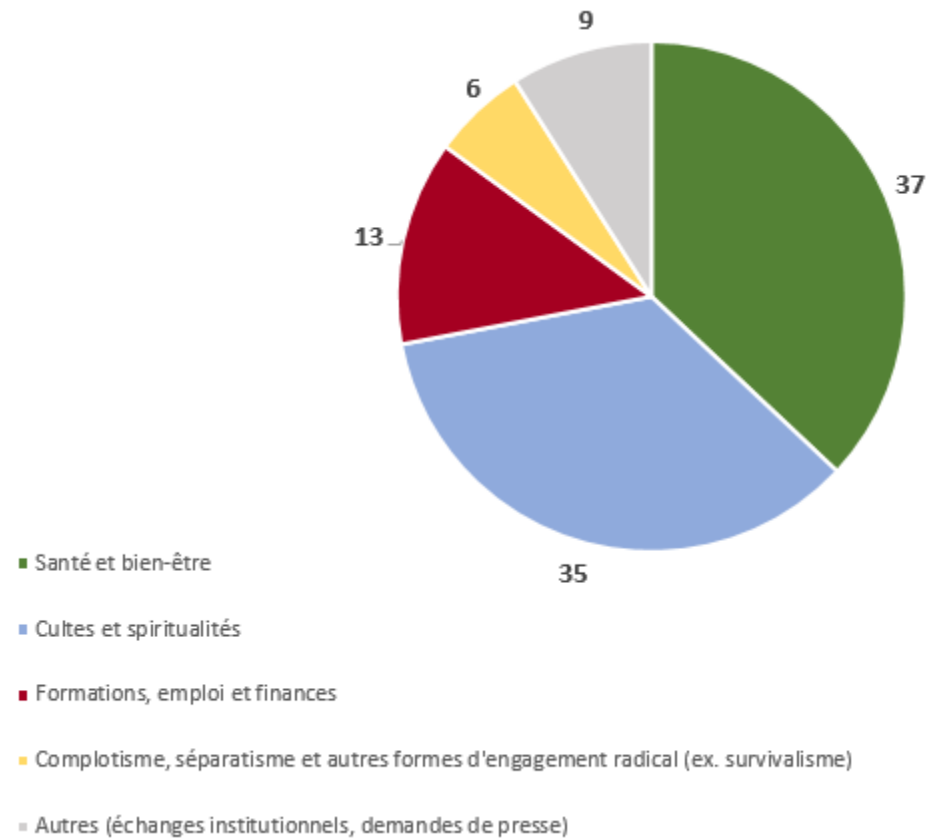
## Répartition des signalements reçus à la Miviludes :

Les signalements et demandes d'informations à la Miviludes se répartissent de la manière suivante : un tiers (et même plus qu'un tiers, 37 %) dans le domaine de la santé et du bien-être, un tiers dans le domaine des différentes spiritualités et des cultes (35 %) et le dernier tiers, pour les autres secteurs où sont constatées des dérives sectaires : coaching, éducation, formation professionnelle, développement personnel et à la marge des mouvements à caractère sectaire, complotisme, séparatisme et autres formes d'engagement radical.

19% des signalements et demandes d'informations adressés à la Miviludes concernent au moins en partie des mineurs.

Ce constat rappelle l'impérieuse nécessité de protéger les mineurs et de donner la possibilité à tous les professionnels de mieux repérer les dérives sectaires, qui sont susceptibles de causer des préjudices dévastateurs pour les mineurs : enseignants, cadres de l'Education nationale et des collectivités locales, professionnels de santé.

# Présentation du Rapport 2022-2024 de la Miviludes





# Merci pour votre attention !

<https://www.miviludes.interieur.gouv.fr/>

**miviludes**

Mission Interministérielle de vigilance  
et de lutte contre les dérives sectaires